



**COMMUNE de CHAMPAGNIER**  
DÉPARTEMENT de l'ISÈRE  
CANTON de LE PONT DE CLAIX

**REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°ARR2024\_017**  
**PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT**  
**POUR UN COMMERCE AMBULANT LES PETITS BERGERS**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE CHAMPAGNIER,**

Vu la délibération n°2023\_019 du 27 mars 2023 fixant les tarifs relatifs à l'occupation du domaine public communal de Champagnier ;

Vu la demande du 7 février 2024 par laquelle la société LES PETITS BERGERS FOOD TRUCK (n° Siret 97974522100015), représentée par ses gérants Mme DOUCHEZ Mathilde et M. STANDAERT Thibault, sise 15 avenue Paul Breton 38800 Pont-de-Claix, sollicite l'autorisation d'installer sur le domaine public une caravane foodtruck (restauration rapide) sur la Place du Laca sur l'emplacement défini par la commune ;

Considérant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité publique, de réglementer la circulation et le stationnement ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : Objet de l'autorisation**

La société LES PETITS BERGERS FOOD TRUCK (n° Siret 97974522100015), représentée par ses gérants Mme DOUCHEZ Mathilde et M. STANDAERT Thibault, ci-après dénommé le titulaire, est autorisée à occuper le domaine public communal pour l'installation d'une caravane (véhicule Boulenc immatriculé FA-680-YQ, assuré par SA CSP - n° de contrat 11461313908) Place du Laca sur l'emplacement défini par la commune.

**Article 2 : Durée**

La présente autorisation est consentie à compter du **7 mars 2024 jusqu'au 2 mai 2024** uniquement le jeudi (soit **9 dates**) de 15h00 à 22h00.

**Article 3 : Conditions de stationnement**

Le véhicule n'est pas autorisé à stationner en dehors des heures d'ouverture du commerce ambulancier sauf occupations de nature à limiter les nuisances liées à la circulation et au stationnement, soumises à l'autorisation de l'autorité territoriale. Le commerce mobile s'engage à respecter les dates et horaires d'ouverture fixés dans l'autorisation.

L'emplacement doit être libéré et laissé propre.

Le commerce mobile s'engage à respecter les règles d'hygiène pour les denrées alimentaires (chaîne du froid, protection des plats cuisinés, etc.).

Le commerce mobile ne doit créer aucune gêne pour la circulation des piétons, pour les personnes à mobilité réduite ou malvoyantes et pour les services de secours. Le commerce mobile doit préserver la tranquillité des riverains.

#### Article 4 : Redevance

En contrepartie de l'occupation du domaine public communal, le titulaire s'acquittera d'un droit dont le montant est calculé sur la base des tarifs définis par la **délibération n°2023\_019 du 27 mars 2023** fixant les tarifs relatifs à l'occupation du domaine public communal de Champagnier. Toute période commencée (demi-journée, jour, mois, trimestre) est due. Le non-paiement de ces droits de voirie peut entraîner le refus d'autorisation ou de renouvellement.

Compte-tenu de la demande d'occuper l'emplacement durant **9 demi-journées** avec accès et fourniture à l'électricité (**1 prise**), la société LES PETITS BERGERS FOOD TRUCK (n° Siret 97974522100015), représentée par ses gérants Mme DOUCHEZ Mathilde et M. STANDAERT Thibault, devra s'acquitter de la somme de **31,50 euros** pour la période du **7 mars 2024 au 2 mai 2024**.

#### Article 5 : Conditions liées à l'autorisation et responsabilité

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle est précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée en cas d'inexécution de l'une des obligations précédemment définies, à l'expiration d'un délai de 1 mois après mise en demeure restée infructueuse, ainsi que pour des motifs d'intérêt général ou liés à l'intérêt du domaine public communal occupé, sans qu'il puisse en résulter, pour le titulaire, un droit à indemnisation. Le titulaire est responsable tant vis-à-vis de la commune de Champagnier que vis-à-vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers. Le présent permis de stationnement ne vaut que sous réserve des droits des tiers. En cas de retrait de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son titulaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai de 1 mois à compter du retrait ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du titulaire.

#### Article 6 : Publicité

La présente autorisation sera notifiée au titulaire et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

#### Article 7 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Monsieur le Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

#### Article 8 : Exécution

Les services de la commune de Champagnier sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Champagnier, le 7 mars 2024

Florent CHOLAT  
Maire

